



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Il faut un plan d'urgence pour le système éducatif !

Dans son bulletin hebdomadaire du 24 septembre, Santé publique France note qu'un tiers des clusters répertoriés se trouvent dans le milieu scolaire et universitaire. Ces chiffres arrivent alors que le ministre de l'Éducation nationale vient d'alléger le protocole sanitaire à l'école !

Rien n'a été prévu dans l'Éducation nationale et dans l'enseignement supérieur pour alléger les effectifs en cours, aménager les locaux, adapter les emplois du temps scolaires, etc. Depuis la rentrée, nous voyons se multiplier les difficultés de fonctionnement : restauration, circulation dans les établissements, internats et logements, impossibilité d'aérer des salles, manque de sanitaires, alourdissement de la charge de travail des personnels d'entretien. Face à l'opacité des informations sur les cas positifs, ce sont les personnels qui doivent faire face, seuls, à toutes ces difficultés, sans soutien ni cadrage national.

La ministre du supérieur a annoncé des places supplémentaires en université mais la rallonge budgétaire ne permet pas de créer des postes, elle se contente de rajouter des chaises dans les salles de cours !

Comment s'étonner, dès lors, de la multiplication des foyers épidémiques (sûrement sous-évalués) dans les lieux d'enseignements ?!

Alors que le gouvernement octroie des milliards, sans contrepartie, aux entreprises, le plan de relance ne prévoit rien pour le système éducatif.

Il faut un plan d'urgence et des investissements à long terme, pour donner les moyens à l'Éducation nationale et à l'Enseignement supérieur, afin d'assurer la réussite de toutes et tous.

Il faut d'urgence :

- des masques gratuits et en nombre suffisant pour les personnels et les jeunes ;
- un plan massif de recrutement :
 - de personnels d'enseignement et d'éducation avec intégration immédiate de toutes les listes complémentaires aux concours, titularisation des précaires ;
 - d'Assistant·e.s d'éducation et d'Accompagnants des Élèves en situation de handicap ;
 - de personnels administratifs, en particulier, pour les universités qui ont accueilli plusieurs dizaines de milliers d'étudiant·e.s supplémentaires ;
 - d'infirmier·ère.s et de médecins ;
 - de fonctionnaires territoriaux dans les écoles, collèges et lycées ;
 - de personnels pour les cités et restaurants des CROUS ;
- l'aménagement rapide de locaux supplémentaires permettant la réduction du nombre d'élèves/étudiant·e.s par salle ;
- l'installation de sanitaires en nombre suffisant ;
- la mise en place d'une médecine de prévention à la hauteur des besoins pour les personnels et les jeunes.

Cet été, certains pays, comme l'Italie, ont pris des mesures dans ce sens, en assumant l'effort budgétaire nécessaire. Le gouvernement français ne l'a pas fait. Ce sont les personnels, les jeunes et leurs familles qui en subissent, aujourd'hui, les conséquences.

Montreuil, le 30 septembre 2020